



**MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE  
DES FINANCES  
ET DE LA RELANCE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Secrétariat  
général**

# **ORGANISATIONS INTERNATIONALES, COOPÉRATION, OUTRE-MER, MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR, FINANCES LOCALES**

**(Direction du budget, 1949-1973)**

**Répertoire numérique détaillé**

établi par Thibaut HAIR

1ère édition électronique

Centre des archives économiques et financières  
Savigny-le-Temple

2021

Cet instrument de recherche a été rédigé avec un logiciel de traitement de texte.  
Il est en français.  
Conforme à la norme ISAD(G) et aux règles d'application de la DTD EAD  
(version 2002).

## Sommaire

Organisations internationales.....	<a href="#">6</a>
Assistance et coopération techniques.....	<a href="#">7</a>
Outre-Mer.....	<a href="#">8</a>
Ministère de l'Intérieur.....	<a href="#">8</a>
Finances locales.....	<a href="#">9</a>

**Référence**

B-0010743/1 - B-0010756/1

**Niveau de description**

Dossier

**Intitulé**

Organisations internationales, aide et coopération, Outre-Mer, ministère de l'Intérieur, finances locales.

**Dates extrêmes**

1949-1973

**Noms des principaux producteurs**

Direction du budget, bureaux C1 (Finances locales), C2 (Aide et coopération) et C3 (Organisations internationales).

**Importance matérielle**

14 boîtes, soit 1,85 mètres linéaires.

**Langue des documents**

Français

Anglais

**Institution responsable de l'accès intellectuel**

Service des archives économiques et financières

**Localisation physique**

Savigny-le-Temple (77)

**Conditions d'accès**

Communicabilité selon les articles L.213-1 à L.213-6 du Code du patrimoine.

**Conditions d'utilisation**

La reproduction de ces documents est soumise au règlement intérieur de la salle de lecture du Service des archives économiques et financières.

**Modalités d'entrée**

Versement PH 013/75 du 25 février 1975.

**Historique du producteur**

À l'issue de la Première Guerre mondiale, les comptes de l'État souffrent d'une désorganisation générale. Le Parlement, marquant un intérêt renforcé pour le volet financier de la décision publique, établit une distinction entre l'approche budgétaire et l'approche comptable du budget de l'État. C'est pourquoi, en 1919, la comptabilité administrative de l'État au niveau central est confiée à une nouvelle direction, la direction du budget et du contrôle financier (DBCF), tandis que son suivi au plan local (trésoreries générales) est dévolu à la direction de la comptabilité publique, qui perd son statut de direction générale. La DBCF est en fait créée en deux étapes : d'abord sous la seule forme d'un poste de directeur (loi du 20 octobre 1919), puis à partir du bureau central et du budget de la direction de la comptabilité publique, qui assurait avant 1914 la préparation et le contrôle de l'exécution du

budget (décrets des 7 et 15 novembre 1919). La DBCF se développe jusqu'au milieu des années 1930 et partage avec la direction du mouvement général des fonds la conduite de la politique économique de la France. Elle reçoit la tutelle du contrôle des dépenses engagées, dont la comptabilité a été prescrite dans chaque ministère par l'article 59 de la loi de finances pour 1891. En vertu de cette prérogative, elle peut exercer le contrôle préalable et donner un avis sur les projets de budget (loi du 10 août 1922, art. 4). Cette loi du 10 août 1922, dite loi Marin, dessaisit les ministères dépensiers de leur propre contrôle au profit de celui, exclusif, de l'administration des finances (art. 2). Au milieu des années 1930, la très grave crise financière exige une intervention de l'État plus active dans la vie économique. Le concept d'économie nationale semble traduire une nouvelle perspective, dont l'objectif majeur serait de soumettre l'activité économique à une finalité sociale. A cette occasion, la DBCF perd une partie de ses missions (décret du 14 novembre 1936). Recentrée, avec seulement quatre bureaux, sur la préparation du budget, le contrôle budgétaire et les écritures budgétaires, elle devient direction du budget et cède à cette occasion le contrôle des dépenses engagées du ministère des finances à l'inspection générale des finances ; le contrôle des administrations financières à un secrétariat général ; le contrôle des collectivités locales, offices et entreprises subventionnées, à une direction du contrôle financier et des participations publiques. Après la Libération, le développement croissant du rôle de l'État dans l'économie nationale fait de la direction du budget un instrument de conception de la politique du gouvernement. L'article 8 de la loi du 6 août 1955 attribue des pouvoirs spéciaux en matière économique, sociale et fiscale au ministre des finances : il est chargé de contresigner seul les textes prévus pour l'exécution matérielle du budget, dont le projet est établi par ses propres services (décret du 19 juin 1956). Enfin, la direction du budget joue un rôle majeur dans la préparation et la rédaction des textes de mise en œuvre des dispositions constitutionnelles relatives au mode de présentation du budget de l'État (décret du 19 juin 1956 et ordonnance du 2 janvier 1959). L'arrêté du 26 septembre 1966 instaure six sous-directions à la direction du budget : deux sous-directions à compétence générale sont chargées des synthèses budgétaires et de la fonction publique, et quatre sous-directions sectorielles se répartissent le contrôle des budgets des départements ministériels (arrêté du 23 octobre 1976). Parmi ceux-ci la gestion des affaires européennes tient une place grandissante (arrêté du 20 juillet 1989), impliquant une nouvelle adaptation structurelle, par la création d'une septième sous-direction (arrêté du 25 février 1992). En 2004, c'est par bureaux sectoriels que le nouvel organigramme de la direction et de ses services (arrêtés du 8 novembre 2004) ventile des programmes et des missions, dans le cadre de la mise en œuvre de la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances (LOLF). Ces bureaux assurent également la synthèse des travaux budgétaires relatifs aux ministères ou organismes correspondants à ces programmes et missions.

### **Mode de classement**

Thématique.

### **Présentation du contenu**

Ce versement est composé de dossiers de préparation de financements et de suivi budgétaire en lien avec les organisations internationales, la coopération, l'Outre-Mer, le ministère de l'Intérieur et les collectivités locales.

### **Indexation**

Préparation budgétaire

Organisation internationale

Aide au développement

Collectivité locale

**B-0010743/1 – B-0010749/1**

Organisations internationales.

1949-1972

**B-0010743/1 – B-0010743/2**

Nations-Unies.

1949-1970

**B-0010743/1**

Organisation des Nations-Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) : budgets.

1955-1964

**B-0010743/2**

Commission consultative pour l'étude des problèmes intéressant les institutions internationales spécialisées, création (1950). Projets de budgets des Nations-Unies pour 1959 et 1960. Répression des infractions routières : projet de convention européenne (1949-1962). Centre international de l'enfance, financement : 1968-1970.

1949-1970

**B-0010744/1 – B-0010745/1**

Communautés et institutions européennes.

1951-1972

**B-0010744/1**

Textes de base : traité de Paris instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA) (18 avril 1951), convention relative aux dispositions transitoires (18 avril 1951), traité de Rome instituant la Communauté économique européenne (CEE), l'Euratom et convention sur les institutions communes (25 mars 1957), rapport Savary et July à l'Assemblée nationale sur le traité de Rome (26 juin 1957), traité de Bruxelles (8 avril 1965), note sur l'organisation du travail dans les communautés européennes (4 mai 1965), avis de la Commission européenne sur la demande d'adhésion du Royaume-Uni, de l'Irlande, du Danemark et de la Norvège (1<sup>er</sup> octobre 1969), programmes de recherche de l'Euratom (24 octobre 1969), association entre CEE et États africains et malgache (novembre 1969), problèmes de l'Euratom (7 avril 1970), rapport VEDEL sur l'accroissement des compétences du parlement européen (mars-mai 1972).

1951-1972

**B-0010745/1**

Fonction publique européenne. - Statuts et rémunérations : projet de règlement fixant le statut des fonctionnaires et le régime applicable aux autres agents (1962), règlement modifiant le régime pécuniaire des membres de la Commission (1964), statut-type de la fonction publique (conférence de Strasbourg) (1963-1967), régime de retraite des fonctionnaires français détachés auprès d'organisations internationales (1967), révision du statut des fonctionnaires (1969-1970), note sur la présence française dans les institutions communautaires (mai 1970), statut et rémunération du directeur d'Eurocontrol (1968-1970), budget des Communautés (1965, 1969), mécanismes, procédures, textes budgétaires (1963-1972).

1962-1972

**B-0010746/1**

Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) : procès-verbaux du comité exécutif (1964-1968), documents du Conseil (1968).

1964-1968

**B-0010747/1 – B-0010748/1**

Comité de coordination des experts budgétaires des gouvernements.

1958-1971

**B-0010747/1**

Procès-verbaux des sessions (1964-1971), propositions (1964-1968).

1964-1971

**B-0010748/1**

Rapports (dont rapport intérimaire de 1958) (1958-1971), révisions (1968), correspondance (1969-1971), documentation INSEE (1964-1971).

1958-1971

**B-0010749/1**

Autres organisations internationales : sigles et répertoire (sans date), projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la convention relative aux privilèges et immunités des institutions spécialisées (sans date) ; Association internationale des transports aériens (IATA) (1945) ; Agence interalliée des réparations (1946-1950) ; Organisation internationale de normalisation (OIR) (1946-1952) ; Institut international de l'Hyléa amazonienne (1948) ; Institut international des brevets à la Haye (1948-1950) ; convention internationale pour la protection de la propriété intellectuelle (1948-1964) ; Organisme de coopération technique interafricaine (OCTA) (1950) ; Conseil général des pêches pour la Méditerranée (1950) ; Commission internationale de l'état-civil (1951) ; Conseil international du bâtiment pour la recherche, l'étude et la documentation (1953) ; Union internationale de l'assurance-crédit (1953-1964) ; Association internationale d'orientation professionnelle (1953) ; Organisation européenne pour la construction de satellites (1958) ; Fondation Darwin pour les Galápagos (1958-1961) ; Union internationale de secours (1963) ; Conférence internationale des centrales d'assurance des États africains et malgache (1964-1965) ; Bureau international des expositions (1965) ; ratification de l'Union latine (1970).

1945-1970

**B-0010750/1 – B-0010751/2**

Assistance et coopération techniques.

1956-1970

**B-0010750/1**

Politique générale : textes (1959-1962), note d'ensemble du ministère des Affaires étrangères sur la coopération technique pour l'exercice 1956, premier Plan quinquennal (1960), coopération multilatérale (sans date), programme d'action culturelle 1964-1968 (20 juin 1964), assistance financière pour le financement des exportation (19 septembre 1964), rapport Jeanneney sur l'évolution de la coopération (1965), perspectives pour 1970 (1965), rapport du contrôleur financier du Fonds d'action conjoncturelle (4 février 1970), effectifs de l'assistance technique (14 avril 1970), réforme de la nomenclature (28 avril 1970).

1959-1970

**B-0010750/2**

Méthodes et organismes spécialisés : inventaires des services de coopération des différents départements ministériels (1964), services de coopération des Finances (1958-1962), Association pour l'organisation des stages dans l'industrie française (ASTEF) (1958-1962), Association pour l'organisation des missions de coopération technique (ASMIC) (1961-1962), rapport de M. Mesmin, inspecteur des Finances, sur l'Office de coopération et d'accueil universitaire (OCAU) et l'Association pour les stages et l'accueil des techniciens d'Outre-Mer (ASATOM) (octobre 1964), Office de la recherche scientifique et technique d'Outre-Mer (1966), pavillon de Cachan, assistance technique au Congo, organisation du service (1960-1962).

1956-1966

**B-0010751/1**

Service national en coopération : aide militaire dans le cadre de la coopération (novembre 1963), textes (1965), avis du Conseil d'État sur le projet de loi portant statut du personnel (1966), instructions (1966).

1963-1966

**B-0010751/2**

Aide et coopération en Indochine (1957-1964), au Maroc et en Tunisie (1957-1961).

1957-1964

**B-0010751/3**

Outre-Mer : note sur la réorganisation du ministère chargé des territoires et départements d'Outre-Mer (1973), développement des actions de l'ORTF (1972), déblocages du Fonds d'action conjoncturel (1969), forces du maintien de l'ordre dans les départements d'Outre-Mer (1967).

1967-1973

**B-0010752/1 – B-0010753/2**

Ministère de l'Intérieur.

1956-1970

**B-0010752/1**

Réorganisation de l'administration centrale : documentation de base sur l'organisation et les attributions (1967), rapport de MM. Ducoux, Vught et Chaumet (juillet 1967), réunion du comité central d'enquête sur le coût et le rendement des services publics, note d'information (25 octobre 1967), conclusions du comité (5 février 1968), propositions pour l'encadrement supérieur de l'administration centrale (30 avril 1968), note, rapports (1968), note d'information relative aux ajustements internes au budget du ministère de l'Intérieur (2 décembre 1968).

1967-1968

**B-0010752/2**

Direction de la Protection civile : statut des directeurs régionaux et départementaux (2 octobre 1967), réorganisation du service national de la Protection civile et mise sur pied du Corps de défense (1967-1968), note sur les Régions de défense (27 septembre 1968), rapport de M. Léger, inspecteur des finances, sur la Protection civile (1968-1969), Conseil de défense du 15 novembre 1968, note sur le décret transformant le service national de la Protection civile en Direction de la Protection civile (sans date), perspective 1969, correspondance (1969), groupement aérien de la Protection civile (1965-1970), rapport du contrôleur des armées et de l'inspection générale (5 avril 1968).

1967-1970

**B-0010752/3**

Police nationale. - Effectifs ; contractuels ; police des frontières ; fichier national des conducteurs.

1966-1968

**B-0010753/1**

Calamités publiques : textes officiels (1959), questions orales ou écrites (1969), application du régime général pour les inondations de l'Hérault (1960), le sinistre de Clamart (1961), les dommages matériels en Algérie (1962) et la tornade dans les départements du nord de la France (1967), logements préfabriqués pour sinistrés (1968), calamités agricoles (1963-1964), préparation du texte et loi du 10 juillet 1964 (1964), séisme d'Arette (13 août 1967), proposition et projets de loi tendant à créer un fonds national de garantie des calamités publiques et fixant les modalités d'indemnisation (1968-1969), séances du Comité interministériel de coordination de secours aux sinistrés (1969-1970).

1959-1970

**B-0010753/2**



Marée noire du Torrey Cañon et lutte contre la pollution des plages : notes de l'ambassade de Grande-Bretagne sur les mesures d'application de l'accord du 9 juin 1969 ; réunions de la Commission interministérielle contre la pollution des plages par les hydrocarbures (1969) ; lutte contre la pollution des mers dans le VI<sup>e</sup> Plan (1970).

1969-1970

**B-0010754/1 – B-0010756/1**

Finances locales.

1964-1972

**B-0010754/1 – B-0010754/6**

Région parisienne.

1964-1972

**B-0010754/1**

Textes de base concernant la réorganisation de la région (10 juillet 1964), les services régionaux de l'Équipement (avril 1967), l'organisation de la préfecture (avril 1967), le Comité consultatif économique et social de la région parisienne (juillet 1967), les pouvoirs du Préfet de Paris (1967-1968).

1964-1968

**B-0010754/2**

Emplois. - Perspectives 1968 et 1969 (1966-1968) ; mise en place des nouveaux services (1966-1967).

1966-1968.

**B-0010754/3**

Cités administratives. - Val-d'Oise (1967), Essonne (1966-1967), Hauts-de-Seine (1966-1967), Seine-Saint-Denis (sans date), Val-de-Marne (1966), questions communes (1967), préfectures de la région parisienne (1968).

1966-1968

**B-0010754/4**

Préfecture de la Seine-Maritime.

1969

**B-0010754/5**

Cité des Ternes et Place Beauvau (1964-1967). Centre administratif de Clichy (1968).

1964-1968

**B-0010754/6**

Déconcentration et investissements : Commission interministérielle chargée de suivre l'application du décret n° 70-1047.

1972

**B-0010755/1 – B-0010756/1**

Collectivités locales.

1963-1970

**B-0010755/1**

Subventions. - Commission Friedmann (subventions d'équipement aux collectivités locales) ; ressources et endettement des communes.

1968

**B-0010755/2**

Réformes. - Rapport Lenoir (1968) ; politique de régionalisation et adaptation des institutions régionales et des méthodes administratives (1968) ; propositions tendant à améliorer le fonctionnement des institutions communales (1968) ; réunions du groupe Finances-Plan (1968-1969) ; programmes de modernisation et d'équipement dans les agglomérations (1968).

1968-1969

**B-0010755/3**

Regroupements de communes, majoration des subventions (1963-1970). Fonds d'action locale, Association nationale d'études municipales, lutte contre la fraude électorale, fichier des mal-logés de la région parisienne, mosquées de Paris (1968).

1963-1970

**B-0010756/1**

Équipement urbain. - Adaptation du V<sup>e</sup> Plan : rapport et note du Commissariat général du Plan d'équipement et de la productivité (1968-1969) ; modalités de l'aide de l'État relative aux subventions d'équipement et à l'habitat urbain (1968-1969) ; rénovation urbaine (sans date) ; subventions aux collectivités (1967-1968) ; financement des travaux d'assainissement et d'alimentation en eau potable (1966-1969), dont alimentation en eau du Var (1968), station d'épuration de Bâle-Saint-Louis (1967-1968) ; transports urbains et stationnement (1964-1972), dont note, étude en anglais sur le stationnement (1964), études du Plan, du ministère de l'Équipement et du ministère des Transports sur les transports collectifs urbains (1964) ; voirie : continuation du périphérique (1969), pont de Noirmoutier (1969), routes touristiques en Savoie (1969), tranches locales du Fonds routier (sans date), voirie départementale et communale (1963), entretien des routes par l'État (1966), répartition des charges d'entretien des routes entre l'État et les départements (1964).

1964-1972